

ÉDITORIAL NATHALIE BAMPS

Stopper l'hémorragie financière des universités

Et si on levait les tabous?

Entre 1991 et 2012, le financement de l'enseignement, par tête d'étudiant, a baissé de 20% dans le supérieur. Dans le même temps, il a augmenté de 40% dans l'enseignement obligatoire (près de 70% dans le fondamental!). Loin de nous l'idée de dénoncer les choix qui ont été posés. Celui, en particulier, de concentrer les efforts budgétaires sur l'enseignement obligatoire. Il en avait certainement besoin.

Mais aujourd'hui, quand six recteurs d'université lancent un cri d'alarme, il est peut-être temps de les écouter. Pas peut-être. Sûrement. Des gens comme Didier Viviers, Bernard Rentier, Bruno Delyaux, Yves Pouillet, n'ont pas pour habitude de monter au front rapidement. C'est peut-être ce qui, au fil de ces vingt dernières années, les a perdus. Eux et leurs universités.

Le prochain gouvernement devra faire des choix. Mais aussi prendre le courage de lever des tabous, comme celui de l'accessibilité.

Ils ont subi la volonté, sans nul doute louable, de démocratiser au maximum l'accès à l'enseignement supérieur. Une tendance qui a d'ailleurs traversé toute l'Europe. Mais qui n'a pas été assortie de l'enveloppe nécessaire pour assumer ces choix politiques. Résultat, le financement public de nos universités est trois fois inférieur à celui dont bénéficient les universités américaines. Universités qui, en parallèle, réclament des droits d'inscription sans commune mesure avec ce qui se pratique chez nous...

Le prochain gouvernement devra faire des choix. Mais aussi prendre le courage de lever des tabous, comme celui de l'accessibilité. Au risque que nos universités se retrouvent noyées sous la vague d'étudiants. Des pistes de solutions existent. Celle d'une hausse du minerval. Celle d'un filtre, d'un test à l'entrée. Mais ces pistes crispent. Pour la première, à raison. Quoi de plus injuste que d'user du portefeuille pour bloquer l'accès aux études...

Mais la seconde mérite d'être explorée. L'idéal serait, bien sûr, de donner sa chance à chacun. Mais le gaspillage provoqué par ces afflux de jeunes mal orientés coûte cher aux universités. Et les mettent aujourd'hui en danger. Leurs seules options seront de fermer des sections. En terme d'accessibilité, on n'aura finalement rien gagné...